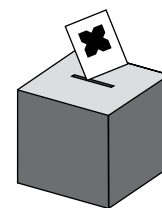


Referendum
2015


D'UN RÉFÉRENDUM À L'AUTRE

Autres temps, autres non ?

Raymond Klein

En 2005 déjà, le non à la constitution européenne avait mobilisé les personnes socialement défavorisées. Mais cette fois-ci, la gauche radicale est du côté du oui et le CSV du côté du non. Similitudes et différences.

L'accès au droit de vote sous les conditions proposées par la majorité gouvernementale est la meilleure solution possible au problème de l'intégration politique des étrangers au Luxembourg. C'est du moins l'impression qu'on peut avoir en écoutant les discours de certains défenseurs du oui à la deuxième question du référendum du 7 juin. Cela rappelle un peu la manière dont on vantait le texte soumis au référendum en 2005 comme la constitution idéale. De même que l'ouverture du droit de vote proposée actuellement n'est pas une panacée (woxx 1318), les proconstitution de 2005 étaient pour la plupart conscients des faiblesses et défauts du texte. Pourtant, aujourd'hui comme hier, le camp du oui se présente comme incarnant le bien et a tendance à diaboliser ses détracteurs.

Un coup d'œil sur l'étude de 2007 de l'Université du Luxembourg sur le précédent référendum confirme cette impression. Le choix du non au texte européen aurait été « l'expression de contestations et de crispations sociales et identitaires ». Les sondages d'alors montraient que, comme au-

jourd'hui, les électeurs ne suivaient pas les consignes données par « leurs » partis. Et le résultat d'il y a dix ans était interprété par les auteurs de l'étude comme révélateur « d'un profond clivage entre une large partie de l'électorat et le monde politique » - une analyse qu'on peut appliquer aussi à la formation des opinions qui se déroule sous nos yeux.

« Les populations à bas revenus (tournant autour du salaire social minimum), qui ont moins profité du miracle économique luxembourgeois de ces quinze dernières années, s'alarment quant à elles de perdre leur statut social et leur pouvoir d'achat, voire leur emploi » : c'est en ces termes que l'étude de 2007 trace le portrait d'un non des perdants. Il semblerait que les enquêtes d'opinion actuelles soient moins claires sur ce point, mais, comme en 2005, il y a une certaine corrélation entre niveau d'étude élevé et intention de voter oui. On attendra par ailleurs une analyse plus précise pour savoir si le fait d'être employé dans le secteur public fait pencher, comme en 2005, pour le non - cela ne serait en tout cas pas étonnant.

Le non des perdants

En 2005, d'après l'étude, le non était aussi une façon d'exprimer son désaccord avec l'élargissement de la citoyenneté européenne à travers l'élargissement à l'Est, voire l'adhé-

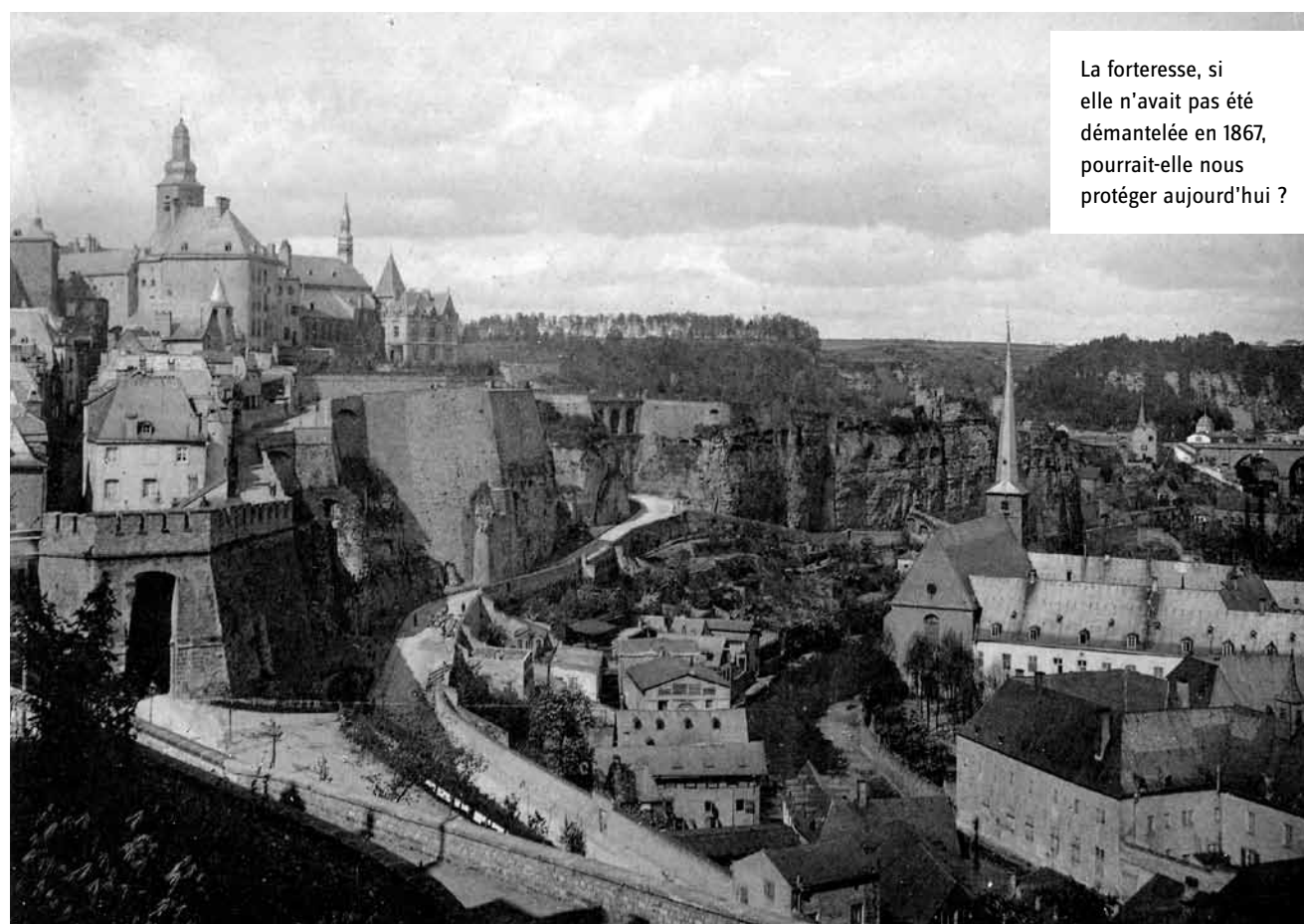
sion envisagée de la Turquie - même si ces décisions perçues comme menaçantes ne correspondaient pas à l'objet du référendum. La participation d'étrangers aux élections par contre est précisément l'enjeu de la question la plus controversée du référendum actuel - raison de plus de voter non si on considère comme une menace la présence de ces étrangers.

On est là en présence d'une sorte de réflexe conservateur et identitaire, bien plus affirmé qu'en 2005, qui s'articule à travers toute une série d'arguments portant sur le maintien des traditions luxembourgeoises, de la langue et, pourquoi pas, de « notre » équilibre écologique. D'ailleurs, un sondage Ilres pour Le Jeudi indique que la peur d'un bouleversement de l'identité détermine fortement les intentions de vote : 94 pour cent de ceux qui s'approprient à voter non estiment qu'il y aura un tel bouleversement, contre 37 pour cent du côté du oui - parmi lesquels environ la moitié ne voient pas cela comme une évolution négative. Un autre sondage Ilres, pour le Wort et RTL, indique que les électeurs qui se considèrent comme « européens et luxembourgeois » ou « surtout européens » choisissent à plus de trois quarts le oui, tandis que ceux se disant « luxembourgeois » optent à 68 pour cent pour le non. Enfin, parmi les « luxembourgeois et européens » - dans cet ordre - il y a presque autant de oui que de non.

Peut-on qualifier le non de xénophobe ? « Oui et non », répond Fernand Fehlen, sociologue et coauteur de l'étude de 2005, interrogé par le woxx. Il souligne qu'au Luxembourg on ne trouve pas le discours souverainiste de gauche qu'il peut y avoir en France, qui défend l'État-nation comme lieu de résistance contre la mondialisation libérale. Mais même le souverainisme de droite est à ses yeux assez éloigné d'une xénophobie politiquement articulée. « Bien sûr, plus une personne a une vie difficile et accumule les rancunes, plus elle a tendance à élaborer des stéréotypes négatifs. C'est une constante anthropologique que de vouloir se distinguer d'un groupe extérieur, qui n'est pas forcément un groupe ethnique. » Fehlen évoque le concept de « racisme sans race » élaboré par Norbert Elias et John L. Scotson. « Il arrive aussi que les tenants du oui élaborent des stéréotypes négatifs de leurs adversaires politiques, afin d'affirmer leur propre identité », fait-il remarquer.

Valeurs et intérêts

Pour le sociologue, la démocratie contribue à régler les conflits d'intérêt entre groupes sociaux - que de nombreux habitants ne participent pas aux élections peut donc poser problème. « Cela dit, quand on change les règles du jeu, on peut se demander de quelle manière on le fera, qui



CHARLES BERNHOEFT 1891 / CAVAMBE / PD

y gagnera et qui y perdra. Car la politique est une affaire d'intérêts bien plus que d'idées généreuses. »

Fehlen estime que, dans la foule de la mondialisation, le fossé se creuse partout entre les personnes en position de profiter des opportunités transnationales et celles qui restent confinées à l'univers local. Localement, c'est le « capital d'ancrage » qui compte - une notion dérivée de celles de capital culturel et social développées par Pierre Bourdieu. Au Luxembourg, parler luxembourgeois, se référer à certaines valeurs, se comporter d'une certaine manière ou « avoir des relations » peut constituer un avantage par rapport à des nouveaux venus. Or l'importance de ce capital diminue. « Cela constitue surtout un problème pour les autochtones qui ne disposent que de ce capital-là, qui ne détiennent ni diplômes universitaires, ni ressources économiques. » Fehlen estime que cette catégorie de personnes a de bonnes raisons de redouter l'irruption de la mondialisation libérale au Luxembourg et que cela la pousse à voter non.

Quelles que soient les raisons des intentions de vote, les sondages indiquent que les électeurs ont intégré les discours sur les valeurs en jeu. D'après l'Ires-Jeudi, 69 pour cent de ceux qui voteraient oui estiment qu'il y a « un déficit démocratique certain », ou même « grand », tandis que 77 pour cent des partisans du non n'en voient « plutôt pas » ou « pas du

tout ». C'est à ce niveau que le référendum de 2005 et celui de 2015 se distinguent nettement : alors que la constitution européenne était un objet politiquement neutre et donnait lieu à un consensus au centre, le droit de vote des étrangers est un enjeu sociétal qui établit plus facilement un consensus à gauche.

Rappelons qu'au sein de la Chambre il n'y avait, à l'origine, aucune opposition à la constitution européenne, puisque Déi Lénk et le KP en étaient absents et que l'ADR avait longtemps hésité avant de se ranger du côté du non. Cette fois-ci, aussi bien l'ADR que son ennemi héréditaire, la CGFP, se sont prononcés clairement pour le non. Surtout, le CSV a repris le rôle qu'une partie de la gauche jouait à l'époque, cultivant un discours du « non constructif ». En effet, pour les uns, il s'agissait en 2005 de voter pour ou contre l'Europe, mais pour les autres le choix était entre « cette Europe-là » - la constitution étant perçue comme trop libérale - et « une autre Europe », plus sociale. En 2015, on pourrait dire que c'est le CSV qui plaide pour « une autre intégration politique ».

Le fait que, cette fois-ci, l'ensemble des partis de gauche, KP mis à part, appelle à voter oui explique que les divergences entre intentions de vote et proximité avec un parti politique sont moins importantes qu'en 2005. En effet, la moitié des électeurs socialistes et verts avait voté contre

la constitution en dépit des consignes de leurs partis. Ce « non de gauche » a été nourri par le fait que les structures soutenant le non, notamment le « Forum social » ont fait du débat sur la constitution un débat sur l'Europe sociale. Par contre, en 2015, le débat sur l'impact de la mondialisation sur la justice sociale n'aura pas lieu, même si le malaise social contribue à la popularité du non. C'est qu'à gauche on n'est pas prêt à sacrifier les valeurs sociétales sur l'autel des enjeux sociaux, tandis qu'à droite on se contente d'un discours traditionaliste s'adressant à l'ensemble des « Lëtzebuerger » sans distinctions sociales.

Consensus sociétal, dissidence sociale

Pourtant, ce « non de droite », identitaire et conservateur, semble devoir l'emporter. Incompréhensible au vu des discours des adeptes du oui, bien plus savants, idéalistes, généreux et sophistiqués que les protestations mal ficelées des tenants du non ? Justement, ce oui octroyé par un gouvernement représentant le « Luxembourg moderne », ce oui étouffant des bien-pensants et des nantis, ce oui prônant un consensus faisant abstraction de la situation sociale a tendance à réveiller de vieux démons. « Là où l'on proclame enterrée la guerre des pauvres et des riches, le principe social de la division, on voit monter la passion de

l'Un qui exclut », écrivait en 1988 le philosophe Jacques Rancière, réagissant à la montée de l'extrême droite en France (woxx 1301). Ce n'est pas la campagne « d'information », tardive et tout aussi biaisée qu'en 2005, qui corrigera l'impression que « ceux d'en haut » prennent les gens pour des imbéciles.

Et ce n'est pas cette campagne qui inversera la tendance, pas plus qu'en 2005. Rappelons qu'il n'a pas suffi que Jean-Claude Juncker annonce sa démission en cas de non. Un engagement - ou un chantage - auquel Xavier Bettel s'est explicitement refusé. Il a fallu, durant les dernières semaines de la campagne, une mobilisation massive du CSV et une série d'interventions du premier ministre afin d'assurer une victoire honorable au camp proeuropéen. Aux arguments « nationalistes », comme les appelle l'étude de 2007, des défenseurs du non, le CSV avait opposé un discours suggérant que les « bons Luxembourgeois » voteraient oui parce que ce serait dans l'intérêt bien compris du pays.

On voit mal qui donnerait, en 2015, un coup de bélier semblable contre le refus solidement établi du droit de vote aux étrangers. Ce qui est sûr, c'est que ni les tentatives de minimiser la portée de l'ouverture du droit de vote, ni les remontrances et les condamnations morales ne contribueront à faire changer d'opinion les électeurs tentés par le non.